

**SYNDICAT
INTERDÉPARTEMENTAL
DE L'EAU SEINE AVAL**

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024

Au service des collectivités depuis 63 ans

Créé en 1961, le Syndicat Interdépartemental De l'Eau Seine Aval (SIDESA) est un syndicat mixte regroupant les collectivités compétentes en eau, assainissement et ruissellement sur le territoire des départements de la Seine-Maritime et de l'Eure.

Fort d'une expérience technique et juridique dans le domaine de l'eau et de l'assainissement et disposant de relations privilégiées avec les partenaires des collectivités (État, Agence de l'Eau Seine Normandie, Conseil Départemental, exploitants, maîtres d'œuvre, collectivités territoriales...), le SIDESA fournit des conseils juridiques et techniques à ses collectivités adhérentes et propose une assistance à maîtrise d'ouvrage à forte valeur ajoutée.

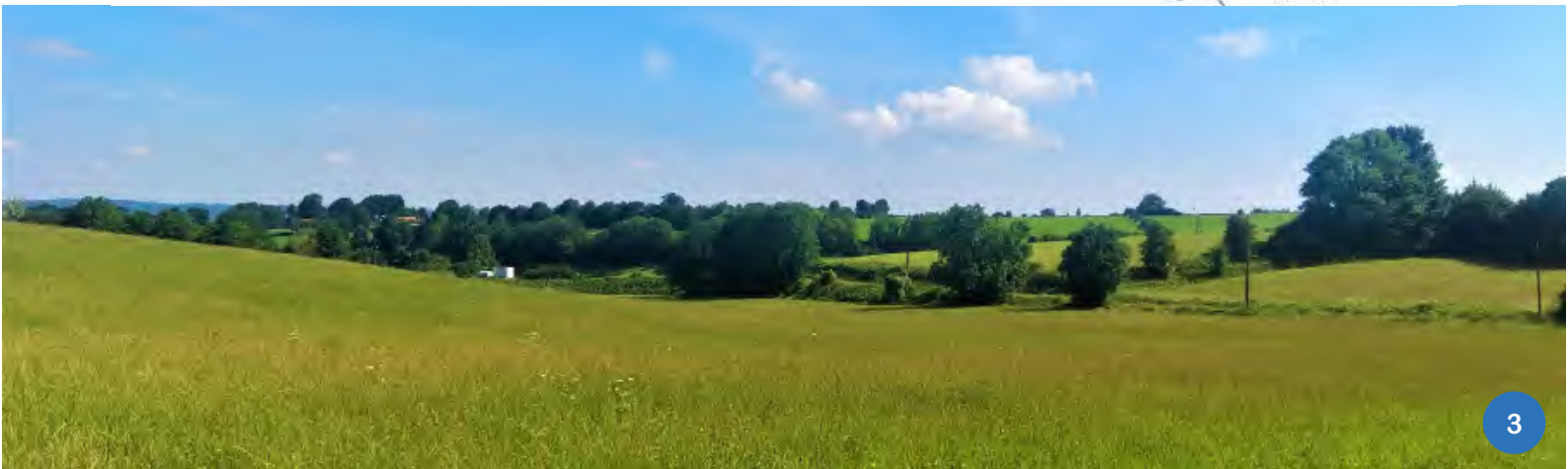
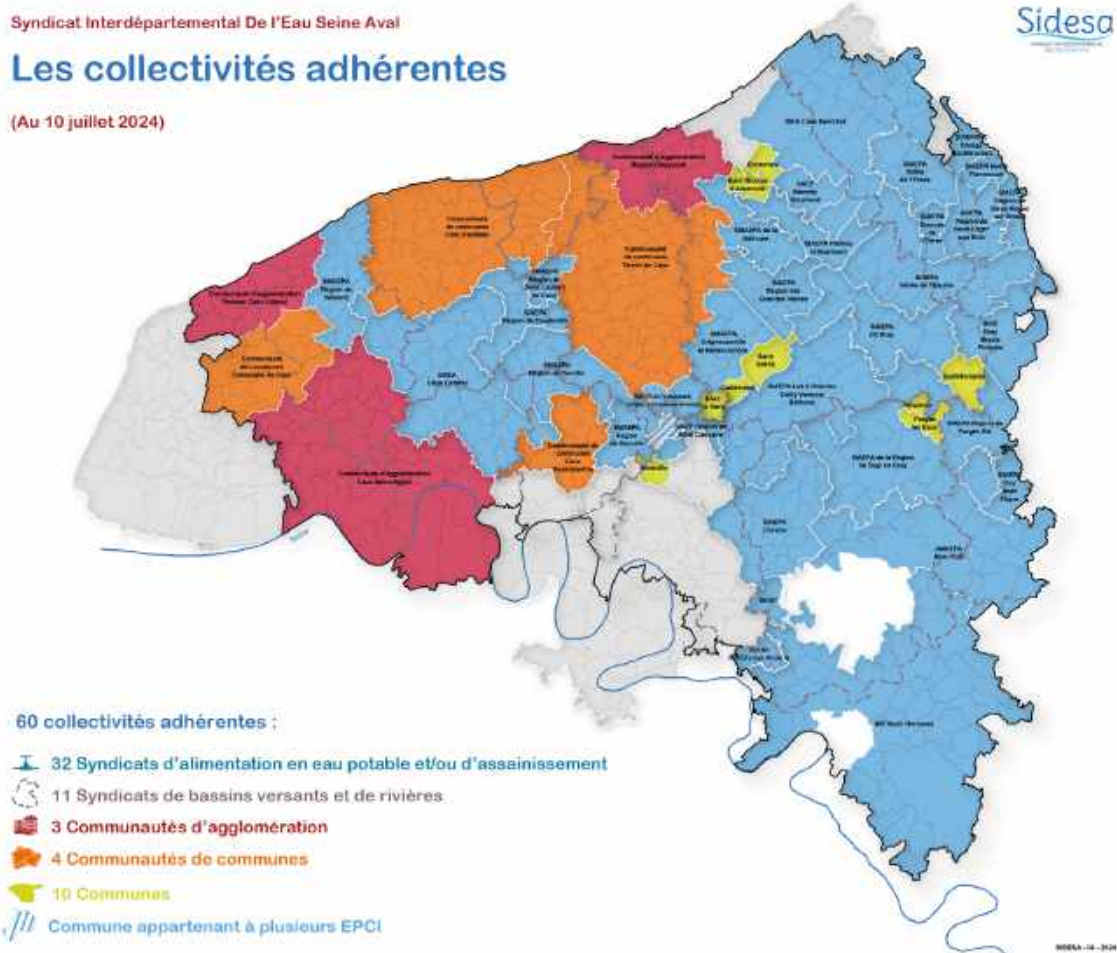
Présentation du SIDESA



Les collectivités adhérentes du SIDESA en 2024

En 2024, le SIDESA compte un nouvel adhérent : la Communauté d'Agglomération Fécamp Caux Littoral à compter du 4 avril 2024.

Par ailleurs, le périmètre du SAEPA de Bray Sud (adhérent du SIDESA) intégrant la commune d'Elbeuf en Bray pour la compétence assainissement, la commune d'Elbeuf en Bray n'est plus adhérente du SIDESA.



Gouvernance

Président du SIDESA



Laurent VASSET
(SMAEPA Valmont)

1^{er} vice-président



Georges MOLMY
(SIAEPA Les 3 Sources
Cailly Varenne Béthune)

2^{ème} vice-président



Antoine SERVAIN
(SMBV Valmont et Ganzeville)

3^{ème} vice-président



Gilles AMAT
(Caux Seine Agglomération)

4^{ème} vice-président



Robert VEGAS
(CC Terroir de Caux)

Membres du Bureau



Philippe DION
(SIAEPA Forges-Est)



Daniel GRESSENT
(Communauté de Communes
Caux Austreberthe)



Jérôme GRISEL
(SAEPA Bray Sud)



Hervé GUERARD
(SIAEPA O2 Bray)



Gérard LEGAY
(SMEA Caux Central)



Jean-Pierre THEVENOT
(Communauté de Communes
Côte d'Albâtre)



Bureau

Le Bureau est composé de **11 membres**, dont le Président et les 4 vice-présidents, élus par l'Assemblée Générale.

Le Président est l'organe exécutif du SIDESA. A ce titre, il convoque le Bureau, l'Assemblée Générale, et exécute les délibérations. Il est l'ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes.

Il prépare le budget avec les membres du Bureau et le soumet au vote de l'Assemblée Générale. Il représente le SIDESA pour ester en justice.

Il assure l'administration générale du SIDESA, avec l'appui des services placés sous son autorité.

Les quatre vice-présidents sont :

- Georges MOLMY : Eau Potable
- Antoine SERVAIN : Bassins Versants
- Gilles AMAT : Finances
- Robert VEGAS : Assainissement

Le Bureau s'est réuni à **2 reprises** en 2024.



Assemblée Générale

L'Assemblée Générale s'est réunie à **3 reprises** en 2024.

[*Consulter les délibérations 2024*](#)

[*Consulter les statuts du SIDESA en vigueur*](#)

Finances



Cotisations

La cotisation est composée d'une part fixe et d'une part proportionnelle.

Chaque adhérent règle la part fixe de la cotisation, à l'exception des syndicats de bassins versants situés sur le territoire de collectivités adhérentes du SIDESA.

Seules les collectivités adhérentes compétentes en eau potable et en assainissement collectif, sont redevables, en plus de la part fixe, de la part proportionnelle.

En 2024, le montant de la **part fixe** des cotisations est fixé à **473** euros.

Le montant de la **part proportionnelle** des cotisations est fixé à **0,01470** €/m³ d'eau vendu (hors m³ concernant la vente d'eau en gros à d'autres collectivités).

La part proportionnelle est plafonnée à 18 060 € annuels de 1,25 à 6 millions de m³ vendus et à 28 875 € annuels au-delà de 6 millions de m³ vendus.

Par exemple, pour une collectivité ayant vendu 100 000 m³ d'eau, la cotisation s'élève à 1 943 € (473 € de part fixe + 100 000 x 0,01470 soit 1 470 € de part proportionnelle).

Le montant global des cotisations augmente de **9,34%** par rapport à 2023 du fait de l'adhésion de la CA Fécamp Caux Littoral à compter du 4 avril 2024 et de l'augmentation générale de 5% des parts fixe, proportionnelle et des plafonds applicables.

26 725 742 m³

Facturés



302 265,92 €

Titres émis



Subventions

En 2024, les subventions proviennent exclusivement de l'Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN) pour un montant total de **40 108 €**, pour le financement du poste de la coordinatrice Anim' l'Eau 76 au taux de 50%.





Produits des contrats d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO)

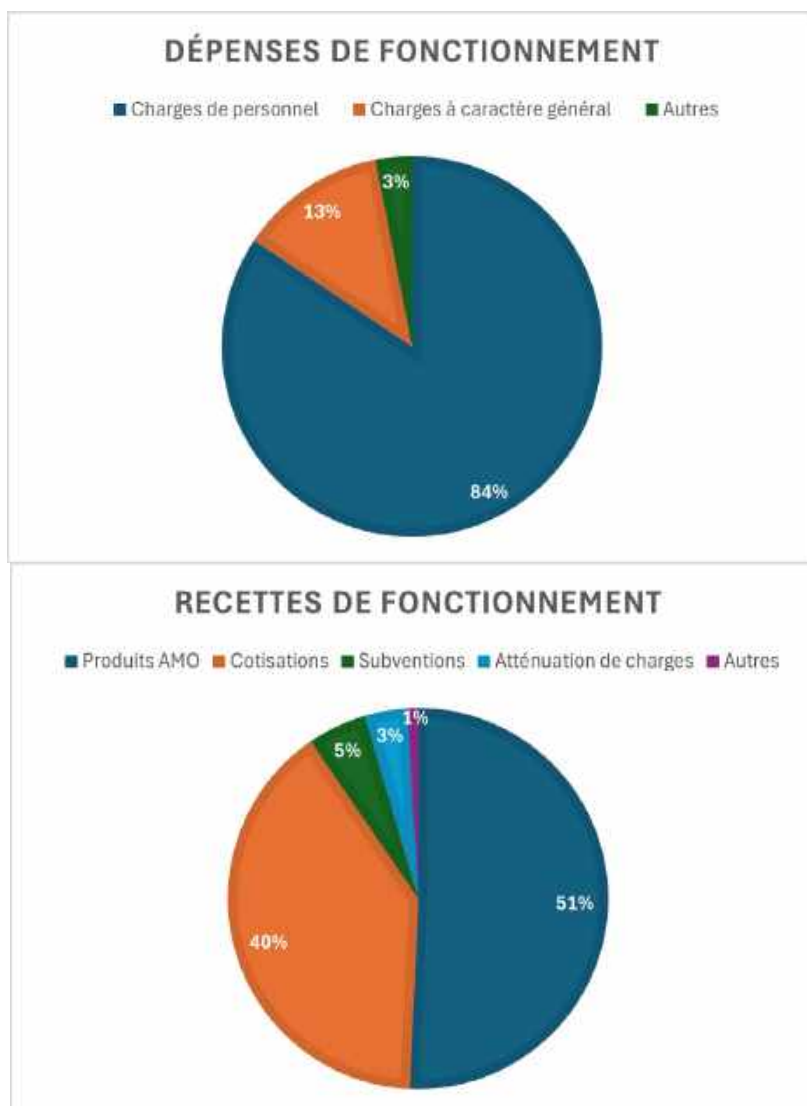
Les produits des contrats d'AMO s'élèvent à **407 493,99 €**.

Ces produits sont en diminution de **3,21 %** par rapport à 2023.

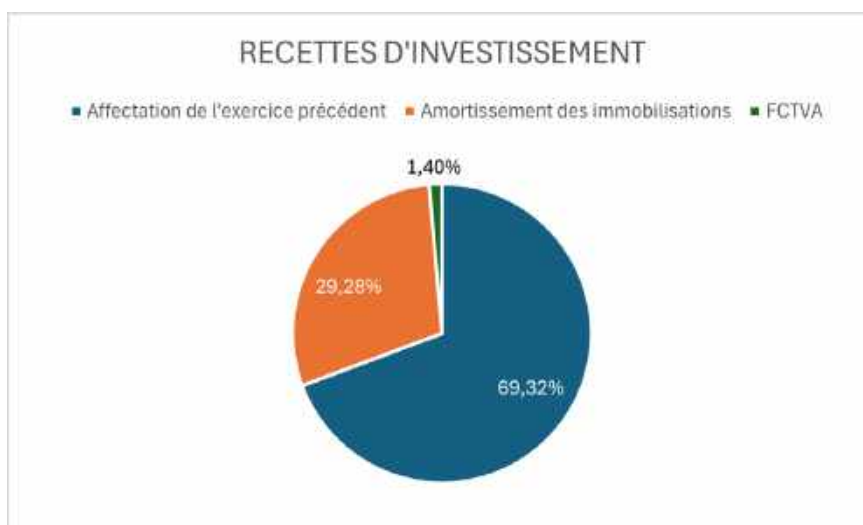
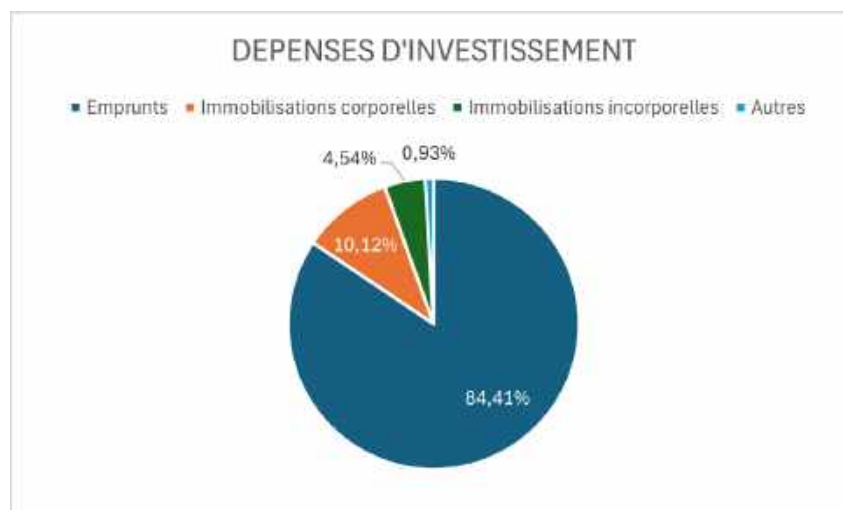


Compte Administratif 2024

Section de fonctionnement :



Section d'investissement :



Résultat de l'exercice 2024

	Section de fonctionnement	Section d'investissement
Recettes	786 343,82 €	26 296,76 €
Dépenses	838 271,48 €	27 291,21 €
Résultat	- 51 927,66 €	- 994,45 €
Résultat de clôture de l'exercice précédent	354 410,14 €	48 419, 85€
Part affectée à l'investissement	18 230,15 €	-
Résultat de clôture de l'exercice 2024	284 252,33 €	47 425,40 €

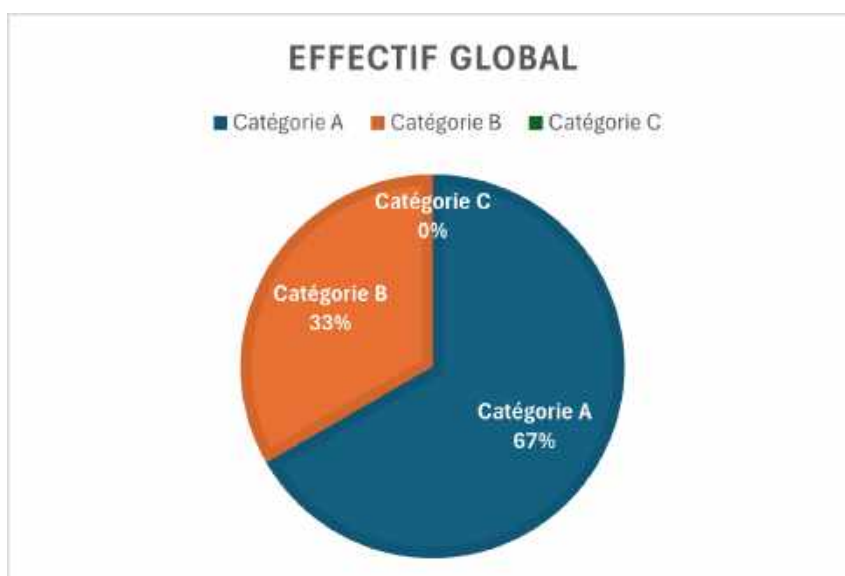
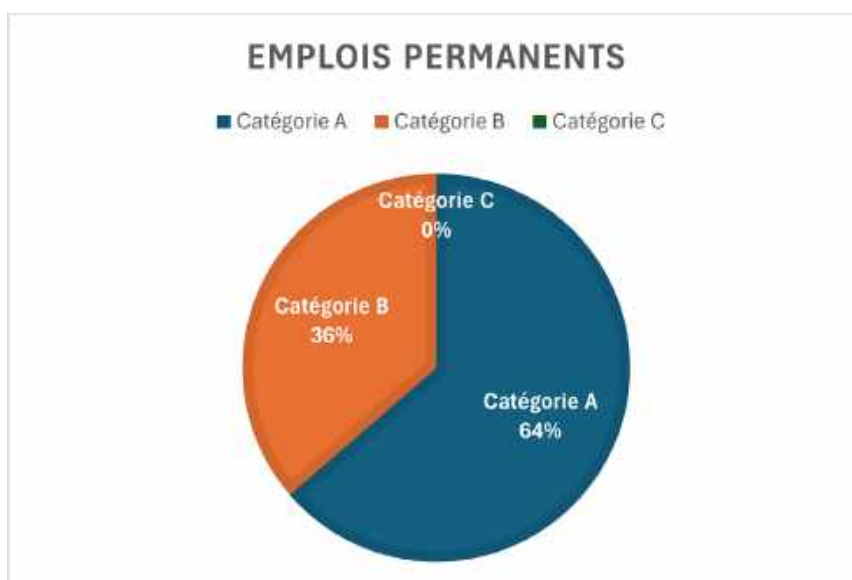
Administration des services



Ressources humaines

Au 31 décembre 2024, les effectifs du SIDESA s'élèvent à **12 agents** :

- 11 emplois permanents sont pourvus
- 1 emploi non permanent : contrat de projet Anim' l'Eau 76



Organigramme des services

(31/12/2024)



Claire ROCHELLE

Directrice Générale des Services



02 32 18 47 48



c.rochelle@sidesa.fr

Pôle administratif



Cécile PAQUIN

Assistante de Direction Finances



02 32 18 47 47



c.paquin@sidesa.fr



Delphine BOURLIER

Assistante AMO



02 32 18 47 47



d.bourlier@sidesa.fr



Samuel LEGOIS

Juriste



02 32 18 57 56



s.legois@sidesa.fr

Pôle technique



François-Xavier RIMBOURG

Ingénieur référent Gestion Patrimoniale
Concessions - Assainissement
Directeur de projet



02 32 18 57 55



f.rimbou@idesa.fr



Elise LEROUX

Ingénieure référente Eau
Protection de la Ressource
Eaux Pluviales
Directrice de projet



02 32 18 47 47



e.leroux@idesa.fr



Alexia DUPRE BELHAIRE

Ingénieure
Chargée d'Affaires



02 32 18 47 46



a.duprebelhaire@idesa.fr



Anne PIERS

Ingénieure
Chargée d'Affaires



02 32 18 47 44



a.piers@idesa.fr



Simon LEMONNIER

Ingénieur
Chargé d'Affaires



02 32 18 57 58



s.lemonnier@idesa.fr



Astrid GESNOUIN

Technicienne Principale
Chargée d'Affaires



02 32 18 57 57



a.gesnoui@idesa.fr



Ismahene GUERNICHE

Technicienne SIG



02 32 18 57 59



i.guerniche@idesa.fr



Héloïse LIGNY

Coordnatrice de
l'Animation BAC 76



02 32 18 47 47



h.ligny@idesa.fr

Coordination de l'Animation



Le SIDESA assure depuis novembre 2020 une animation supra locale de coordination de l'animation des Bassins d'Alimentation des Captages nommée « Anim' l'Eau 76 » sur le département de la Seine-Maritime.

Le poste est financé à 50% par une subvention de l'AESN.

OBJECTIFS :

- Assurer une fonction de support aux animateurs BAC
- Contribuer au développement des connaissances et des compétences des chargé.es de mission protection de la ressource

Le public ciblé sont les chargé.es de mission protection de la ressource en eau (« animateurs BAC ») du territoire de la Seine-Maritime, que la collectivité soit ou non adhérente du SIDESA.

Les fonctions support visent à :

- Animer le réseau des chargé.es de mission protection de la ressource en eau de Seine-Maritime
- Coordonner les actions des chargé.es de mission protection de la ressource
- Renforcer le lien entre les chargé.es de mission protection de la ressource et les acteurs du territoire
- Accueillir les nouveaux/nouvelles chargé.es de mission protection de la ressource
- Assister aux réunions organisées par les chargé.es de mission protection de la ressource
- Élaborer et mettre à jour des outils opérationnels
- Élaborer des supports visuels, cartographiques
- Aider aux démarches administratives
- Assurer l'interface avec l'Agence de l'Eau Seine Normandie
- Répondre aux questions techniques, juridiques et administratives des chargé.es de mission protection de la ressource
- Diffuser les informations
- Aider à l'organisation de réunions
- Relire les productions des chargé.es de mission protection de la ressource.

BAC 76

REUNIONS DU RESEAU ANIM' L'EAU 76

Les chargé.e.s de mission protection de la ressource en eau se réunissent au moins 3 fois par an.

La **première réunion** de coordination a eu lieu le **16 avril 2024**. Au programme de cette journée :

1. Découverte des parcelles agroforestières

Avec Benoît CAUMONT (C/N Caumont Normandie), les chargé.es de mission protection la ressource ont visité une parcelle agroforestière à Bec-de-Mortagne (76) en présence de l'agriculteur.

Les échanges ont porté sur les atouts et contraintes de ce type de système, ainsi que sur les étapes allant du diagnostic initial à l'accompagnement après plantation.

Un panorama des différents systèmes agroforestiers a permis d'illustrer la diversité des pratiques existantes et leur adaptation aux réalités locales.



2. Présentation thématique : qualité de l'eau

Élise LEROUX, Ingénieure référente « Eau » au SIDESA, a présenté la situation relative à la qualité de l'eau dans le département, mettant en évidence les principaux enjeux et pressions identifiés.

3. Point d'actualités

La journée s'est conclue par un partage d'actualités dans le domaine de la protection de la ressource en eau, afin de tenir informé.es les chargé.es de mission des évolutions récentes et des actions en cours.

La **deuxième réunion** de coordination s'est tenue en visioconférence le **4 juillet 2024**.

Elle a réuni les chargé.es de mission protection de la ressource et des partenaires institutionnels.

1. Présentation de l'outil NEAURMANDIE

Albin LEDUC, chargé de mission pollutions diffuses à la DREAL Normandie, a présenté l'outil [Neaurmandie](#).

Cette application en ligne met à disposition des visualisations interactives des données de qualité des eaux souterraines et superficielles de Normandie.

Elle vise à faciliter l'accès à des informations complexes et à produire rapidement des représentations graphiques utiles à la communication et à la concertation. Cet outil s'adresse notamment aux collectivités, aux chargé.es de protection de la ressource et autres acteurs de la protection de la ressource en eau.

Après un rappel de l'historique du projet et de ses fonctionnalités (sélection spatiale et temporelle, affichage de chroniques, histogrammes, cartes interactives pour nitrates, pesticides et paramètres physico-chimiques), les participants ont testé l'outil via plusieurs exercices pratiques.



Neaurmandie

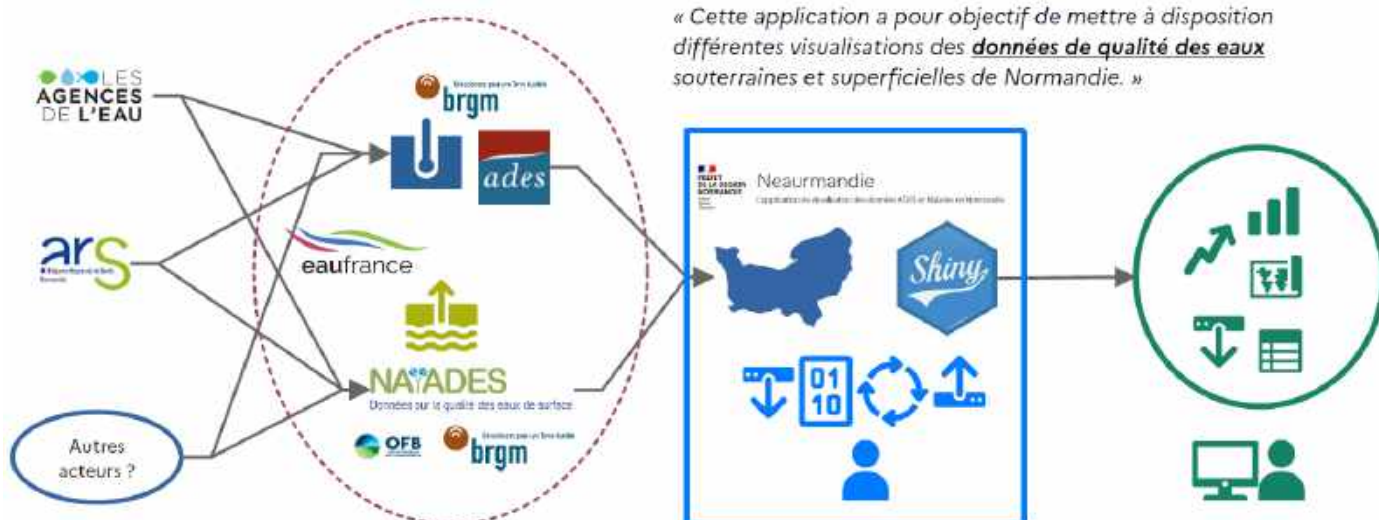
L'application de visualisation des données ADES et NAIADES en Normandie



Un outil de visualisation des données (dataviz) qualitatives sur l'eau



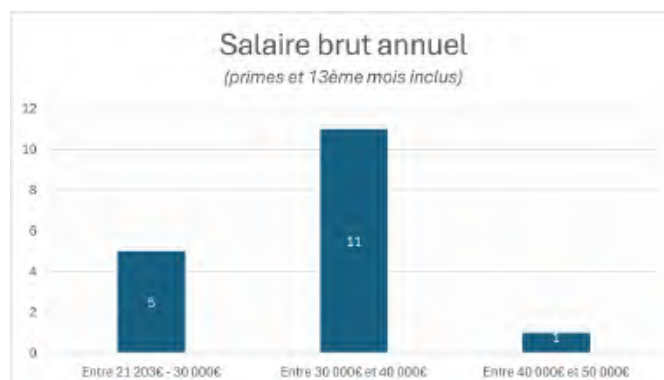
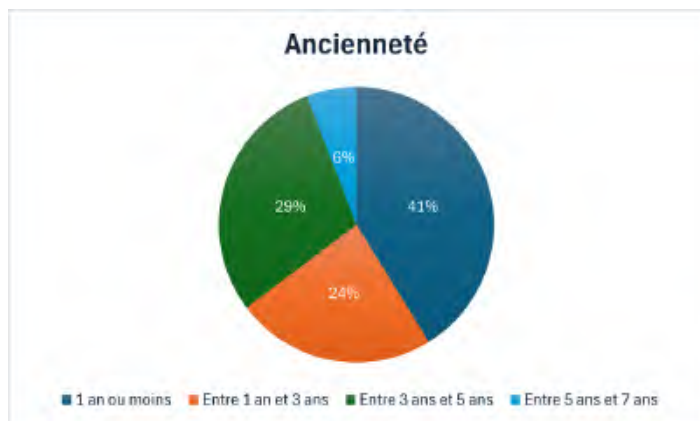
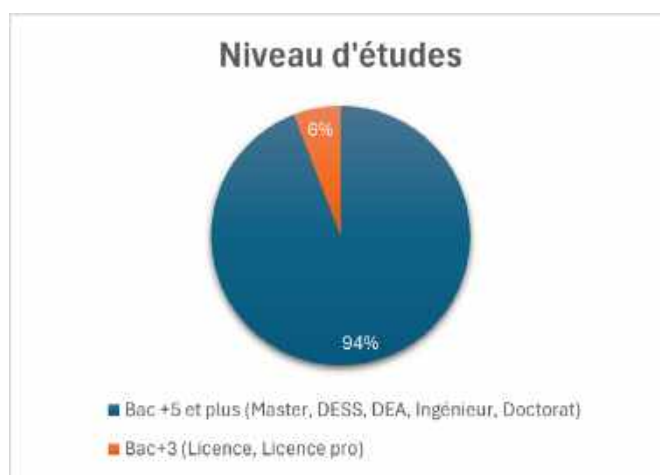
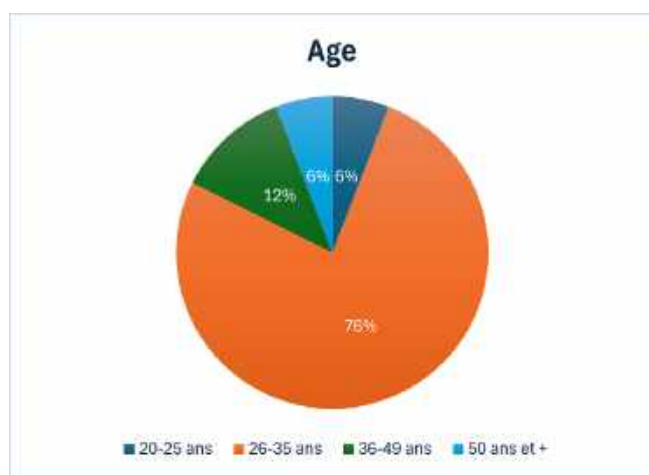
« Cette application a pour objectif de mettre à disposition différentes visualisations des données de qualité des eaux souterraines et superficielles de Normandie. »



2. Résultats de l'enquête sur le métier de chargé.e de protection de la ressource en eau

Une enquête a été menée auprès des chargé.es de mission.

Elle met en évidence une quasi parité hommes (53%) et femmes (47%), un profil de jeunes qualifié.es, majoritairement recruté.es en CDD (67%), une hétérogénéité en termes d'ancienneté, de salaire et de collectivités employeuses.



3. Temps d'échanges

Les discussions ont porté sur les demandes de subventions auprès de l'AESN (plafond de 10 000 €, gestion des acomptes et des soldes), l'animation des territoires autour des problématiques phytosanitaires, la création d'un groupe de travail « stratégies azote ».

Une **troisième réunion** a eu lieu le **3 octobre 2024** selon l'ordre du jour suivant :

1. Actualités

- Préparation de la participation au Carrefour des Gestions Locales de l'Eau de janvier 2025 à Rennes
- Présentation du 12ème programme de l'AESN, qui impose de nouvelles exigences (sobriété, gestion quantitative) dans les stratégies locales
- Mise en place d'un système de tutorat entre chargé/es de mission protection de la ressource pour accompagner les nouveaux/nouvelles chargé.es de mission sur le terrain

2. Travail collectif

- Lancement de Groupes de Travail pour favoriser l'échange de pratiques
- Atelier sur la composition des COPIL/COTECH, afin d'identifier les acteurs à associer selon les thématiques

3. Échanges thématiques

- Discussion autour des Mesures Agro Environnementales et Climatiques (MAEC) : formations, contrôles, outils de déclaration
- Atelier « Herbe » : réflexion sur ses atouts agro-écologiques, ses valorisations économiques et son rôle stratégique dans les BAC

Cette réunion a permis de renforcer la coopération entre chargé.es de protection de la ressource, de partager les actualités réglementaires et de dégager des pistes d'actions communes à développer.



Une **quatrième réunion** a eu lieu le **12 décembre 2024** et a permis d'aborder plusieurs thématiques en lien avec la protection de la ressource en eau et les pratiques agricoles durables.

1. Présentation des biostimulants à base de lombricompost – [Veragrow](#)

L'entreprise Veragrow a présenté ses biostimulants issus du lombricompost. Ces produits visent à améliorer la fertilité des sols et la santé des plantes, tout en limitant l'usage d'intrants chimiques. L'intervention a mis en avant les bénéfices environnementaux et agronomiques de ces solutions innovantes, ainsi que les modalités d'application adaptées aux différentes cultures.

2. Organisation des Groupes de Travail

Une proposition d'organisation pour les Groupes de Travail a été soumise afin de structurer les échanges et de favoriser l'avancement des projets.

Cette démarche vise à créer des sous-groupes thématiques, chacun focalisé sur des enjeux spécifiques tels que les nitrates, les produits phytosanitaires ou encore la culture de la pomme de terre.

3. Retour d'expérience – Étude PRIAME

Esther CHARLES, Chargée de mission protection de la ressource en eau à la Communauté de Communes Caux Austreberthe, a présenté le retour d'expérience de l'étude PRIorisation des Aménagements de bétaires et Modélisation des impacts sur la ressource en Eau potable (PRIAME).

Cette étude permet de hiérarchiser les aménagements à réaliser pour réduire les risques de contamination de la ressource en eau potable et d'évaluer leur efficacité grâce à des outils de modélisation.

SUPPORT PERMANENT AUX CHARGE.ES DE MISSION PROTECTION DE LA RESSOURCE

La coordinatrice répond individuellement aux besoins quotidiens des chargé.es de mission protection de la ressource.

La coordinatrice BAC a notamment organisé et/ou participé aux réunions suivantes :

- 12 réunions de suivi des études BAC/foncières sur le territoire, comprenant COPIL, COTECH, groupes et ateliers de travail
- 9 COPIL bilans d'animation
- Comités des financeurs Paiement pour Services Environnementaux Herbe pour le SMEA Caux Central, le SIAEPA O2 Bray, la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole, la Communauté de Communes Caux Austreberthe
- Atelier de constitution d'une charte agricole pour les Sources du Robec
- Échanges avec les bureaux d'études au sujet des programmes d'actions
- Points animation intermédiaires avec les chargé.es de mission protection de la ressource
- Échanges entre Caux Seine Agglo et l'AESN sur l'observatoire reliquats
- Groupe de Travail sur la pomme de terre
- Réunion bilan de campagne reliquats 2023-2024 de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole

- Réunion stratégie azote avec l'AESN et les chargé.es de mission protection de la ressource du SIAEPA O2 Bray, du SMEA Caux Central et du SAEPA du Bray Sud
- Réunion d'installation-transmission avec les CIVAM d'Allouville et les chargées de mission du SIAEPA d'O2 Bray et de la Communauté de Communes Caux Austreberthe
- Entretiens d'accueil avec les nouveaux/nouvelles chargé.es de mission protection de la ressource : Adrien DUVAL (Caux Seine Agglo), Camille LAGIER (SMBV Valmont Ganzeville) et Pierre-Henri CLERGEOT (SBV Cailly Aubette Robec).

La Coordinatrice assure un rôle d'**interface** entre les chargé.es de mission protection de la ressource et l'Agence de l'Eau Seine Normandie.

La Coordinatrice a répondu aux **questions des chargé.es de mission protection de la ressource**, notamment sur les thèmes suivants :

- Avancement des projets d'animation
- Etablissement des feuilles de route pour la co-construction des programmes d'action
- Organisation du planning des chargé.es de mission protection de la ressource
- Organisation et participation d'ateliers de co-construction
- Suivi d'études de bassin d'alimentation de captage
- Positionnement des chargé.es de mission protection de la ressource en fonction de certaines situations
- Etablissement et mise en œuvre des stratégies de protection de la ressource
- Mise en œuvre des programmes d'action
- Identification des interlocuteurs pertinents

DEVELOPPEMENT DU LIEN ENTRE CHARGE.ES DE MISSION PROTECTION DE LA RESSOURCE ET ACTEURS DU TERRITOIRE

Le développement du lien entre les chargé.es de mission protection de la ressource et les acteurs du territoire est essentiel pour aboutir à des projets portés politiquement, partagés et coconstruits avec l'ensemble des acteurs.

Cette action est mise en œuvre soit par une réunion avec les élus sur une thématique spécifique définie en amont en réunion de coordination afin de mobiliser les décideurs politiques, voire avec d'autres acteurs ; soit par des retours d'expériences des chargé.es de mission protection de la ressource en-dehors territoire seinomarin.

Lauréate du trophée des héros territoriaux « Environnement » en décembre 2023, la coordinatrice a ainsi présenté le réseau Anim l'Eau 76 lors d'une **Webconférence IdealCo** le 18 janvier 2024.

La Coordinatrice, la chargée de mission protection de la ressource du SIAEPA O2 Bray et le président du SIAEPA O2 Bray sont intervenus lors du Carrefour des Gestions Locales de l'Eau en janvier 2024 sur le thème « **L'outil foncier au service de la protection de la ressource en eau** ».

Le métier requiert des bases solides en agronomie/agroécologie et hydrogéologie, des compétences d'animation, de pédagogie et de gestion de projet. Les profils recherchés sont variés (techniciens de l'eau, agronomes, hydrogéologues), mais tous doivent savoir traduire la connaissance en actions partagées et évaluées.

[illegible]

La coordinatrice a présenté la **situation relative à la qualité de l'eau potable dans le département** en binôme avec l'Ingénieure Référente Eau potable du SIDESA en assemblée générale le 21 mars 2024.

La coordinatrice a été fortement mobilisée dans différents réseaux, instances et groupes de travail, contribuant ainsi à renforcer les **échanges et la coopération autour de la protection de la ressource en eau**.

Elle a participé notamment :

- aux réunions du réseau national de coordinateurs du Centre Ressources Captages
- aux travaux du comité départemental de l'eau
- à un groupe technique pour l'élaboration du [7ème Programme d'Actions Régional \(PAR\) Nitrate](#) de Normandie
- à une journée technique favorisant les liens entre les CIVAM (Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural) d'Allouville et les chargés-es de mission protection de la ressource
- à une réunion de l'Observatoire Reliquats Azotés, en présence de l'AESN, de Natup, de Proxilabo et des chargés-es de mission
- à un séminaire organisé par l'Agence de l'Eau Seine Normandie portant sur : les évolutions législatives et réglementaires récentes concernant la gestion de l'eau et la protection de l'environnement, des échanges sur les pratiques agricoles durables permettant de renforcer la préservation des ressources en eau potable, la mise en avant des priorités stratégiques et financières pour répondre aux défis environnementaux et territoriaux à venir dans le 12ème programme de l'AESN
- à une visioconférence relative au [projet Objectif Terres](#) porté par Terre de Liens
- ainsi qu'à une matinée d'échanges sur l'eau, organisée dans le cadre du Contrat d'Objectifs 3 (COB 3), projet multipartenarial de la Région Normandie sur la transition agroécologique.

Elle a également pris part activement :

- aux réunions « Bas Niveau d'Intrants » (BNI) conduites par la Chambre d'Agriculture de Normandie
- aux réflexions autour de l'élaboration de la feuille de route de Terre de Liens
- à un temps de travail sur les financements et l'accompagnement technique de l'agroforesterie dans le cadre du nouveau programme AESN
- ainsi qu'à une rencontre sur l'agroécologie entre Natup et l'AESN.

Enfin, elle a échangé régulièrement :

- avec plusieurs collectivités sur la mise en place de l'animation BAC (SIAEPA de Sigy-en-Bray, SIAEPA de la Vallée de l'Eaulne/Chambre d'Agriculture de Normandie, SIAEPA du Crevon)
- et avec son homologue du département de l'Eure concernant la programmation annuelle.

COMMUNICATION

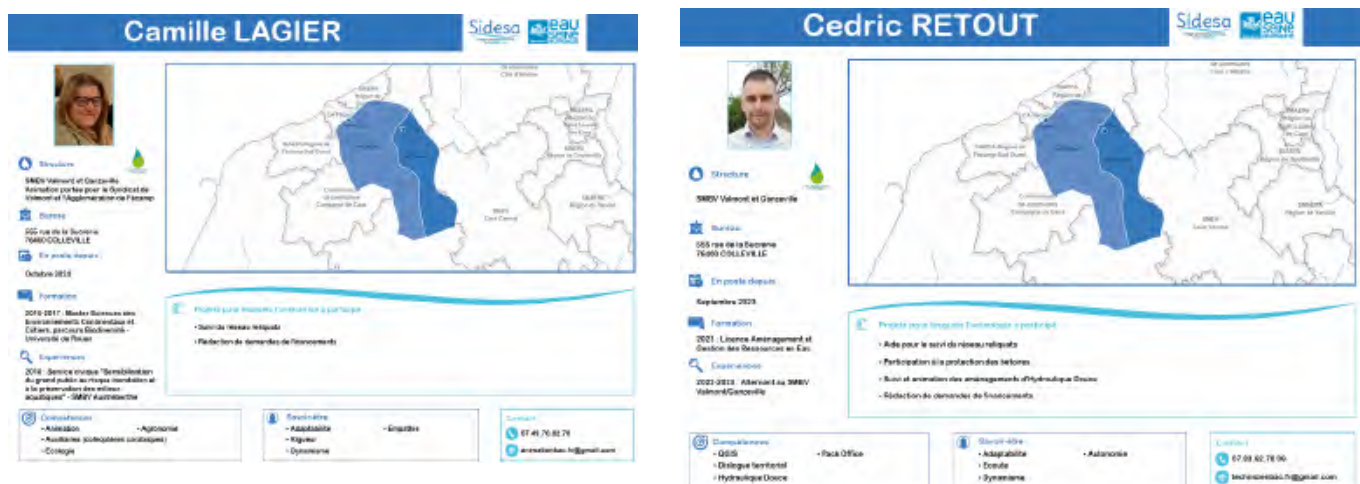
L'objectif de l'[interface web « Anim' l'Eau 76 »](#) est d'assurer un partage de connaissances et d'expériences entre les chargé.es de mission protection de la ressource de Seine-Maritime.

Son contenu est actualisé en fonction des attentes des chargé.es de mission et construit avec eux.

Afin de donner accès à tous les chargé.es de mission protection de la ressource du territoire (y compris les collectivités non adhérentes du SIDESA) et de promouvoir les actions de protection de la ressource, tous les contenus relatifs à la mission de coordination BAC sont en accès libre

La [cartothèque](#) est mise à jour. Une [version interactive](#) de la carte des animateurs BAC est notamment disponible. Il y figure également des ressources bibliographiques relatives à d'autres cartothèques interactives.

L'[annuaire des chargé.es de mission protection de la ressource](#) est développé sous le format de [cartes d'identité](#). Il est mis à jour en fonction des mouvements du réseau. Trois cartes d'identité ont été créées en 2024.



Des [fiches d'identité](#) similaires sont établies pour es acteurs agricoles.

L'[agenda du réseau Anim' l'Eau 76](#) est mis à jour en continu. Son format a été amélioré pour être plus accessible (Format Google Agenda, code couleur en fonction de la nature des événements, description et lien hypertexte dans l'événement).

Les [bulletins d'information](#) publiés par les chargé.es de mission protection de la ressource sont partagés sur le site.

Le [dictionnaire des sigles](#) permet de disposer rapidement de la définition des acronymes dans de nombreux domaines (eau, agriculture, marchés publics, collectivités). La coordinatrice en assure la mise à jour.

Des [articles de Retours d'EXpérience \(REX\)](#) des actions des chargé.es de mission protection de la ressource sont publiés en ligne.

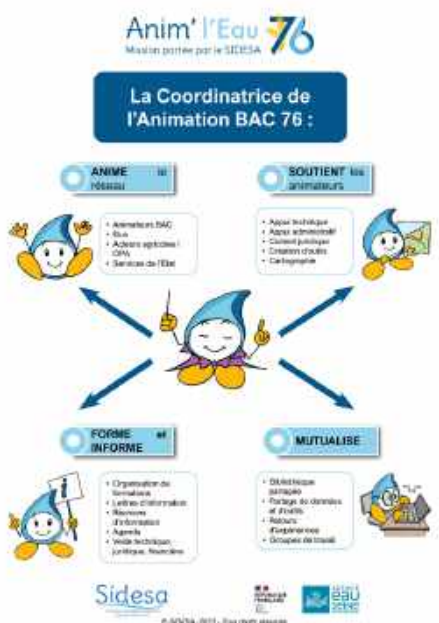
Une [vidéothèque](#) permet aux chargé.es de mission protection de la ressource de s'informer et de se former.

Un [espace documentaire](#) dédié aux animateurs est disponible via l'outil Microsoft Teams.

Les nouveaux contenus et les actualités sont diffusés auprès des chargé.es de mission protection de la ressource et élus en charge de la compétence eau potable, services de l'Etat et AESN, via la publication d'une newsletter mensuelle « [Fil d'actualités de la Coordination BAC 76](#) ».



Une [carte heuristique](#) présente les missions de la coordinatrice Anim' l'Eau 76.



Afin de partager largement les travaux du réseau Anim l'Eau 76, un développement de l'activité sur les **réseaux sociaux** a été mis en œuvre. Ainsi, la coordinatrice s'est formée à ces moyens de communication et a publié des posts sur LinkedIn.



En 2024, a été créé et mis à disposition des chargés.es de mission protection de la ressource un **outil d'échanges et de partage en direct** : Discord.

Tous les membres du réseau Anim l'Eau 76 y ont accès et cela leur permet d'échanger librement et en direct.



La coordinatrice a participé à des **réunions d'information** (séminaires, colloques, webinaires, forums, groupes de travail, etc.), et des **formations** notamment sur les thèmes suivants :

- Appel à projets liés au Pacte en faveur de la haie
- Protection des captages
- Pesticides et métabolites dans les eaux destinées à la consommation humaine
- Financements et solutions du nouveau programme Eau, climat et biodiversité 2025-2030
- Animer un réseau
- Cybersécurité
- Premiers Secours Civiques.

Développement et partage de connaissances

Les agents du SIDESA ont développé leurs compétences sur les sujets suivants :

EAU POTABLE :

- Protection des captages d'eau potable (INSET)
- Enjeux et solutions Eurofins Environnement France pour les PFAS dans l'eau (EUROFINS)
- PFAS dans les aliments et l'eau : réglementation, méthodes d'analyse, état des lieux et perspectives (PHYTOCONTROL)
- Audit et stratégie d'optimisation énergétique et recours aux énergies renouvelables (OIEau)
- Etape finale d'un chantier : la réception des travaux (Ideal Co)
- Actualité du transfert de compétence eau potable (Ideal Co)
- Séminaire animation des captages (AESN)
- Journée d'échanges sur la protection des captages (FNCCR)

ASSAINISSEMENT :

- Eaux pluviales et de ruissellement : règles et instruments financiers ? (FNCCR)
- Etape finale d'un chantier : la réception des travaux (Ideal Co)
- Audit et stratégie d'optimisation énergétique et recours aux énergies renouvelables (OIEau)
- Actualité du transfert de compétence assainissement (Ideal Co)

COMMANDE PUBLIQUE :

- Accords-cadres à bons de commande (Ideal Co)
- Approfondissement des marchés publics (CNFPT)
- Exécution administrative et financière des marchés publics (CNFPT)
- La régularisation des offres en cours de passation d'un contrat de la commande publique (Ideal Co)

MANAGEMENT & RESSOURCES HUMAINES :

- Manager en santé (FUN MOOC)
- La planification, l'organisation et le contrôle de l'activité d'une équipe (CNFPT)
- L'animation de réunion d'équipe ou de service (CNFPT)
- Gestion des arrêts de travail (CPAM)
- Intelligence Artificielle générative (FUN MOOC)

COMMUNICATION et SYSTEMES D'INFORMATION :

- Sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
- Feature Manipulation Engine (FME) (SITDI)
- La communication et les relations professionnelles (CNFPT)
- La maîtrise de la prise de parole en public (CNFPT)

FINANCES :

- Budget et comptabilité des services d'eau et d'assainissement (OIEau)
- Gestion publique de l'eau : Enjeux budgétaires et comptables (FNCCR)

PREVENTION et SANTE :

- Prévention du harcèlement (ORSYS)
- Harcèlement moral (PREVENTICA)
- Qualité de vie au travail et télétravail (CNFPT)
- Prévention de l'usure professionnelle (CDG76)
- Prévention et secours civiques (PSC1) (Oxygène Formation)
- Actualisation des compétences des Sauveteurs Secouristes du Travail (CNFPT)
- Des risques psychosociaux vers la santé mentale en entreprise (FUN MOOC)
- Prévention des risques sur les trajets domicile-travail (PREVENTICA)

Journée mondiale de l'eau

À l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, le 22 mars 2024, les agents du SIDESA se sont mobilisés pour organiser une demi-journée de collecte des déchets sur la voie publique, sur le thème : « Ici commence la mer ».

Cette initiative a permis de ramasser de nombreux sacs de débris jetés dans les caniveaux, fossés et espaces publics. Chacun de ces déchets, s'il n'est pas collecté, finit tôt ou tard par rejoindre les cours d'eau, puis l'océan, contribuant ainsi à la pollution marine.

Au-delà de l'action de nettoyage, l'objectif était également de sensibiliser les riverains et le grand public à l'importance des gestes du quotidien : ne pas jeter ses déchets dans la rue, limiter l'usage du plastique à usage unique, privilégier le tri et le recyclage, ... Chaque geste compte pour préserver la qualité de l'eau et protéger les écosystèmes aquatiques.

Par ce type d'opérations, le SIDESA réaffirme son engagement en faveur de la protection de l'environnement et rappelle que la mer commence devant chez nous, dans nos rues et nos rivières.



Visite technique

Le 18 juin 2024, les membres du Bureau et les agents du SIDESA ont participé à une visite technique organisée à la [fonderie EJ](#), implantée dans l'Oise (région Picardie). Cette entreprise internationale est spécialisée dans la conception et la fabrication de solutions d'accès pour les réseaux d'eau, d'assainissement et d'énergie.

Cette rencontre a permis de découvrir en détail les **processus de fabrication des tampons de voirie**, depuis la conception assistée par ordinateur jusqu'au moulage, à la coulée de la fonte et aux opérations de finition et de contrôle qualité.

L'accent a notamment été mis sur :

- le choix des matériaux garantissant la résistance mécanique et la durabilité des équipements,
- les étapes de coulée et de traitement thermique assurant la solidité des pièces,
- les contrôles dimensionnels et fonctionnels réalisés pour répondre aux normes en vigueur.

La visite a également été l'occasion de mieux comprendre les **systèmes de protection des captages d'eau potable** développés par EJ. Ces solutions spécifiques visent à sécuriser les accès aux ouvrages sensibles (forages, réservoirs, stations de pompage) en intégrant des dispositifs de fermeture adaptés, des matériaux résistants à la corrosion et des équipements conçus pour limiter les risques d'intrusion et de pollution accidentelle.

Au-delà de l'aspect industriel, cette journée technique a illustré l'importance de la sécurité des infrastructures hydrauliques et la place centrale qu'occupent ces équipements dans la protection de la ressource en eau et la continuité du service public.



Information



Situation relative à la qualité de l'eau potable dans le département

Le 21 mars 2024, le SIDESA a présenté aux adhérents un état des lieux sur la qualité de l'eau potable dans le département, dans un contexte marqué par l'augmentation des concentrations de métabolites de pesticides, en particulier ceux issus de la chloridazone et du chlorothalonil.

État des lieux local

Les suivis réguliers réalisés sur les captages du territoire ont mis en évidence une présence accrue de métabolites de pesticides dans plusieurs secteurs. Ces constats entraînent des conséquences directes pour les collectivités : nécessité de mettre en œuvre des suivis renforcés, gestion de la conformité réglementaire et parfois difficultés à garantir une eau conforme en permanence.

Cadre réglementaire

Face à ces constats, la réglementation prévoit différents dispositifs :

- Dérogations temporaires permettant la distribution d'une eau non conforme sous conditions strictes de surveillance et d'information des usagers
- Élaboration et mise en œuvre des PGSSE (Plans de Gestion de la Sécurité Sanitaire de l'Eau) pour renforcer la prévention et la protection à l'échelle des zones de captage
- Classement de certains sites comme nouveaux captages sensibles, impliquant des mesures renforcées de protection et de surveillance

Moyens d'action engagés

Afin de répondre à ces enjeux, plusieurs leviers d'action peuvent être déployés à titre préventif :

- Stratégie de protection de la ressource, intégrant la réduction des pressions agricoles et la préservation des périmètres de captage
- Suivi renforcé de la qualité de l'eau, avec des analyses plus fréquentes et une vigilance accrue sur les molécules émergentes
- Étude BAC (Bassin d'Alimentation de Captage), permettant d'identifier les origines des pollutions et d'adapter les mesures locales
- Stratégie foncière visant à maîtriser ou acquérir des terrains sensibles pour mieux protéger les captages
- Animation locale autour des BAC, pour impliquer les acteurs agricoles, collectivités et usagers dans une démarche collective de protection de la ressource

Cette présentation a permis de sensibiliser l'ensemble des adhérents sur les défis actuels et à venir, en soulignant l'importance d'une mobilisation conjointe afin de garantir durablement une eau de qualité pour tous les habitants du territoire.



Site Internet

Le [site Internet](#) constitue un véritable espace de ressources et d'échanges pour les collectivités. Il leur permet :

- de suivre l'actualité dans le domaine de l'eau et de l'assainissement,
- de consulter des articles de fond et une foire aux questions,
- d'accéder à des outils pratiques, aux présentations et comptes rendus de réunions, ainsi qu'aux replays.

Il joue également un rôle de plateforme de diffusion : les collectivités peuvent y retrouver des annonces et documents utiles tels que les offres d'emploi, les marchés publics, les délégations de service public, les avis d'enquête publique ou encore les règlements de service.

Pour les sujets jugés prioritaires ou urgents, des newsletters ciblées complètent cette diffusion et permettent aux collectivités adhérentes d'être informées en temps réel.

L'accès au site est :

- complet pour les collectivités adhérentes,
- ouvert aux collectivités non adhérentes disposant d'un [compte Premium](#) (131€ HT/an, accessible à toute collectivité en France),
- partiellement public (25 % des contenus disponibles en lecture libre), à l'exception de la rubrique Anim' l'Eau 76, entièrement accessible à tous.

Le Sidesa, une collectivité au service des collectivités

Le Syndicat Interdépartemental De l'Eau Seine Aval (SIDESA) est un syndicat mixte regroupant 60 collectivités adhérentes en Ile-de-France. Ses missions : distribution d'eau, assainissement, ruissellement, protection de la ressource.

- L'équipe du SIDESA
- Notre offre
- Références
- Soumettre un projet

Dernières actualités

Webinaire : Référentiel des données relatives aux aires d'alimentation de captages : quelles évolutions ?

Le centre de ressources Captages vous propose un webinaire sur le thème

Nouvelle usine d'eau potable de Bourdainville (SMAEPA de la Région de Yerville)

Pour célébrer sa première année d'ouverture, le SMAEPA de la Région de Yerville a réalisé un [...]

PUBLIÉ LE 05/07/2025 - LIRE LA SUITE

Questions / Réponses



Les annexes du Rapport d'Analyse des Offres (RAO) sont-elles des documents communicables ?

PUBLIÉ LE 05/08/2025 - MIS À JOUR LE 05/08/2025



Est-il possible de mettre à la charge d'une collectivité le financement des réseaux intérieurs d'un lotissement par la conclusion d'un Projet Urbain Partenarial ?



Le Journal « Eaux Claires »

Le journal est un magazine d'information mensuel diffusé auprès des collectivités adhérentes du SIDESA, de ses partenaires institutionnels, et aux collectivités territoriales non adhérentes titulaires d'un Compte Premium.

Il permet d'assurer dans les domaines de compétences des collectivités adhérentes :

- Un partage de connaissances et de retours d'expériences (dossiers)
- Une information régulière sur l'actualité technique, juridique et jurisprudentielle (jurisprudence, réponses ministérielles, brèves)
- Les réponses aux questions des collectivités adhérentes
- Le suivi des événements du SIDESA et de ses partenaires (réunions d'informations, séminaires, congrès, formations)
- La diffusion d'annonces (offres d'emploi, de stages, enquêtes publiques, marchés et concessions).

Les dossiers des éditions 2024 ont porté sur :

- Les actions de solidarité dans le domaine de l'eau et de l'assainissement
- La tarification progressive de l'eau
- Les compétences des services d'eau et d'assainissement : situation des communes et des syndicats le 1er janvier 2026
- Le financement des services publics d'eau et d'assainissement
- La publication des données essentielles dans les contrats de la commande publique
- Les nouvelles redevances des Agences de l'Eau



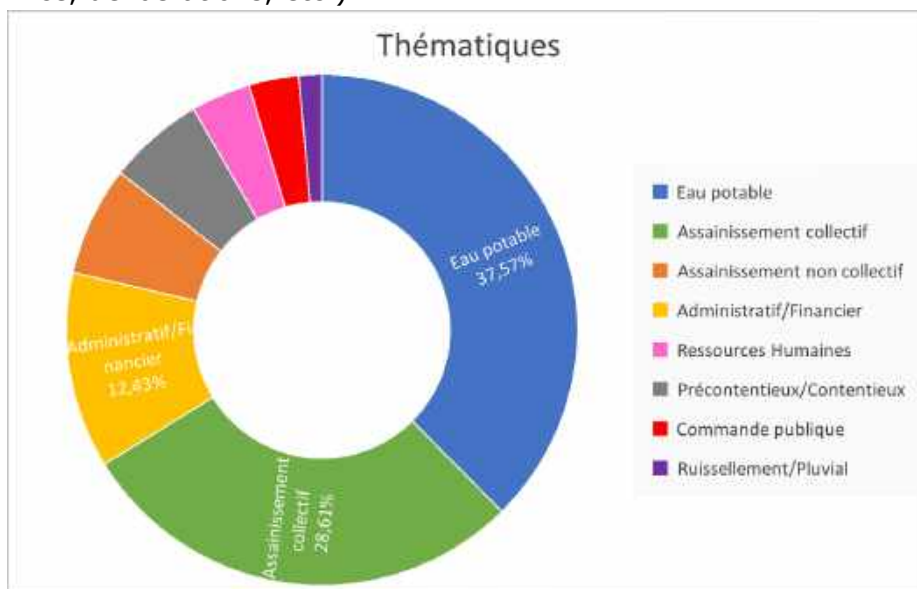
Conseil juridique

En 2024, le service juridique a été renforcé par le recrutement d'un juriste à temps plein, Samuel LEGOIS. L'expertise juridique est désormais portée par deux personnes aux compétences complémentaires : le juriste, apportant une expertise technique et spécialisée et la directrice générale des services mobilisant son expérience transversale et stratégique en soutien.

Ce binôme constitue une réelle valeur ajoutée en associant précision juridique et connaissance opérationnelle du fonctionnement institutionnel, garantissant des réponses fiables, contextualisées et adaptées aux enjeux des collectivités.

Le conseil juridique recouvre l'ensemble des thématiques de la vie des collectivités et des services d'eau et d'assainissement. Le conseil est assuré au quotidien à travers différents formats : réponses écrites, consultations téléphoniques, rencontres avec les collectivités.

En 2024, **346 consultations** ont été réalisées, soit une baisse de 10 % par rapport à 2023. On constate une augmentation des sollicitations liées à l'eau potable et à l'assainissement, en particulier sur le sujet des nouvelles redevances de l'Agence de l'eau (mode de calcul, facturation, impact sur la tarification du service, délibérations, etc.)



Samuel LEGOIS

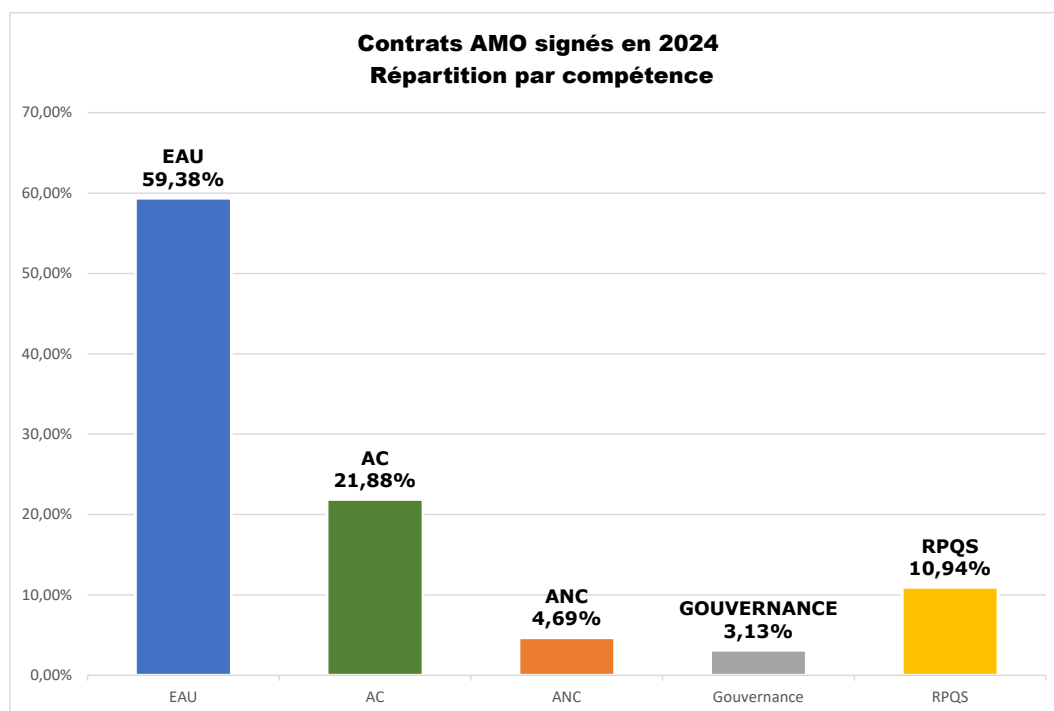
Juriste

02 32 18 57 56

s.legois@sidesa.fr

Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO)

Le SIDESA apporte son assistance aux collectivités membres et non-membres via des services tarifés d'ingénierie. En 2024, le nombre de contrats d'AMO signés est de 64 pour un montant total de **551 040 €**, soit une augmentation de 41% par rapport à 2023. **91 %** de ces nouvelles affaires sont attribuées par les collectivités adhérentes du SIDESA.



Exploitation et gestion des services publics

Le SIDESA accompagne les collectivités dans la gestion quotidienne et stratégique de leurs services d'eau et d'assainissement :

- Audits de contrats de concession de service publics et de marchés publics d'exploitation des services
- Études comparatives des modes de gestion (régie, concessions, délégations de service public, ...)
- Mise en œuvre des périmètres de protection des captages pour préserver la ressource en eau potable.
- Passation des contrats de délégation de service public (eau potable, eau industrielle, assainissement collectif et non collectif)
- Passation des marchés d'exploitation (eau potable, assainissement collectif et non collectif, eau industrielle)
- Élaboration des projets de service et rédaction des règlements de service
- Rédaction annuelle des Rapports sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS)
- Analyse des données qualité de l'eau et bancarisation des données sur LYXEA



Assistance à la passation et au suivi des marchés publics

Le SIDESA intervient également en appui technique, juridique, administratif et financier dans la réalisation des travaux et des études liés à l'eau et à l'assainissement.

Maîtrise d'œuvre de projets variés :

- Construction ou réhabilitation de stations d'épuration
- Construction d'usines de traitement de l'eau
- Travaux de fiabilisation et de sécurisation des installations
- Mise en sécurité et réhabilitation de réservoirs
- Mise en séparatif des réseaux d'assainissement
- Mise en conformité des branchements
- Renouvellement et réhabilitation de réseaux
- Réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif

Études spécialisées :

- Études de faisabilité (réhabilitation de stations, solutions de sécurisation en eau potable)
- Bassins d'Alimentation de Captages (BAC)
- Stratégie de protection de la ressource en eau
- Stratégie foncière pour la préservation de la ressource en eau
- Études diagnostiques et schémas directeurs (eau, assainissement, eaux pluviales)
- Plans de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE)
- Zonages d'assainissement

Procédures réglementaires :

- Déclarations d'Utilité Publique pour les prélèvements d'eau
- Déclarations d'utilité Publique pour l'établissement des périmètres de protection des captages
- Demandes de dérogation pour la distribution d'une eau non conforme
- Evaluation des indemnités dues aux propriétaires et exploitants dans le cadre de la mise en oeuvre des arrêtés de DUP périmètres de protection des captages

Directeur de la publication :
Laurent VASSET

Directrice de la rédaction :
Claire ROCHELLE

Rédactrice en chef :
Claire ROCHELLE

Conception et mise en page :
Ismahene GUERNICHE

Publication : Août 2025

